

L'heure n'est pas aux conversations de salon mais à la riposte face au gouvernement et au patronat.

Le budget 2025 de l'Etat et celui de la Sécurité sociale ont fait l'objet de plusieurs 49.3 et de motions de censure, toutes rejetées. La dernière en date avait été déposée le 17 février par le parti Socialiste dénonçant certaines prises de position du Premier ministre François Bayrou.

Une semaine avant le PS, n'avait pas voté celle de la France Insoumise affirmant : « *Les Français n'en peuvent plus de l'instabilité, ne pas avoir de budget serait cataclysmique pour le pays* ». De son côté, le secrétaire du PCF invité sur France2 a qualifié le budget d'« *un des pires budgets de ces dernières années* » et conclut : s'il siégeait encore au Palais Bourbon « *Je ne pense pas que je l'aurais voté* » ! Il ajoute : « *Ma conviction, c'est que la multiplication des motions de censure réduit la portée de ces motions de censure et les Français n'y comprennent rien* »... « *Mais je dirais aussi que la multiplication des 49-3 par le gouvernement ne permet pas d'avancer d'un pouce* ». Je demande à ce qu'il n'y « *ait plus de 49.3 et plus de motions de censure, pour que nous soyons forcés de trouver des compromis et d'avancer* ». Roussel va encore plus loin avec « *la volonté de supprimer le RSA* ». Sur RTL le secrétaire du PCF confirme : « *Oui, je condamne cette France qui a assommé des générations entières à coups de RSA. Cela a permis à la droite de séparer des gens entre des travailleurs et des cassos* » développe-t-il. Il reprend à son compte les arguments réactionnaires promus par la classe dominante en affirmant les mêmes absurdités au sujet des travailleurs au RSA et au chômage qui le seraient par confort ! Il efface la lutte des classes du paysage, le patronat et l'État à son service ont disparu, ceux qui licencient et rémunèrent la force de travail au minimum. Il n'hésite pas à reprendre le terrain idéologique de l'extrême-droite. Avec Roussel la macronie et le patronat peuvent mener leur offensive austéritaire historique en toute tranquillité.

L'urgence : affronter le capital et non de collaborer avec lui.

Le « *dialogue social* » sert à casser la mobilisation et à désarmer les travailleurs. La mobilisation massive à la hauteur de l'offensive brutale du gouvernement et du patronat doit se bâtir autour d'une stratégie unifiant les travailleurs dans la durée avec des objectifs clairs rassemblant les salariés, la jeunesse, les retraités dans un programme de lutte pour les salaires, les retraites, les services publics, l'éducation, l'emploi, la paix, le désarmement....

D'autant que la menace d'une attaque méthodique contre les travailleurs se précise.

La Cour des comptes a présenté son rapport sur le financement des retraites: le déficit du régime des retraites dépasserait les 14 milliards et 15 milliards d'euros en 2035. Ces chiffres visent à justifier de nouvelles attaques, que le gouvernement veut dissimuler en prétendant laisser négocier patronat et syndicats dans le « *conclave* » voulu par François Bayrou entre les directions syndicales et les organisations patronales.

Le patronat a énormément d'idées, ainsi le dirigeant de la Confédération des petites et moyennes entreprises est prêt à discuter de l'âge de départ à la retraite et à revenir sur la réforme Macron... Mais à condition que: l'âge de départ puisse augmenter avec l'espérance de vie, la CSG des retraités soit alignée sur celle des actifs, trois jours fériés soient supprimés et les salariés travaillent une heure de plus par semaine...

Dans ce contexte la droite, les macronistes et le patronat, reviennent à la charge pour avancer sur la retraite par capitalisation. « *Tout est ouvert, y compris la question de la capitalisation* », a lancé Gabriel Attal. À la différence du système par répartition de base de la Sécurité sociale garantissant un certain niveau de pension, la retraite par capitalisation verse des pensions en fonction de la rentabilité du capital épargné par le retraité, sans aucune garantie quant au montant final de la pension. Elle est financée par les entreprises et les travailleurs. Ce financement repose sur l'exploitation des travailleurs du monde entier par les fonds de pensions des pays les plus riches.

L'heure n'est pas aux conversations de salon mais à la riposte face au gouvernement et au patronat.

Le Budget 2026 est déjà sur la table du gouvernement Bayrou pour faire payer la dette et la note aux travailleurs, aux classes populaires, à la jeunesse. La porte-parole du gouvernement Sophie Primas a précisé : « *Aussi le gouvernement aborde-t-il la préparation du budget pour 2026, avec le double objectif de redresser les finances publiques, mais aussi de dégager des marges de manœuvre pour faire face à ce nouveau contexte géopolitique* », déclarant que le budget de la défense devrait encore augmenter alors que les dépenses vont déjà doubler d'ici 2029.

« *L'effort en matière de défense sera nécessaire en Europe* » dit-elle pour accompagner une « *éventuelle paix en Ukraine* » et « *aura des conséquences pour nos finances publiques* », annonçant un débat au Parlement début mars. Le président Emmanuel Macron réunit en ce moment les groupes politiques pour aborder ce sujet.

Entre janvier 2022 et la toute fin 2024, la communauté internationale a apporté 267 milliards d'euros d'aide à l'Ukraine. La part de l'Europe avec le Royaume-Uni dépasse celle des Etats-Unis : 132 milliards contre 114.

L'Europe se réarme déjà. Selon les calculs de Bruxelles: 200 milliards d'euros de budget militaire avant la guerre, 320 milliards l'an dernier. +60% en 5 ans. La majorité des 27 dépensent désormais plus de 2% de leur PIB dans le militaire.

Il faut rompre avec toute forme de dialogue social et unifier l'ensemble des salariés rejetant cette politique

Dans cette situation où s'exacerbent les contradictions au sein même de l'impérialisme, la lutte nationale et internationale pour combattre et abattre le capitalisme est plus que jamais à l'ordre du jour.

Les travailleurs n'ont en effet rien à attendre mais tout à perdre de se mettre à la remorque de leurs propres exploiters capitalistes les entraînant dans des conflits qui ne sont pas les leurs. La collaboration de classe et le dialogue social ne sont que des pièges pour faire accepter une politique de vassalisation à l'impérialisme dominant. Pour faire reculer Macron et le capital, il faut impérativement la lutte de plus en plus fort, tous ensemble. Mais aussi, la lutte politique contre le capitalisme pour changer de société.

Le Parti Révolutionnaire Communistes est l'outil politique indispensable pour celles et ceux qui combattent le capitalisme. Celles et ceux qui veulent changer de société ont leur place pour mener ce combat avec nous.